

Climat

One Planet Summit le 12 décembre 2017 à Paris

Le One Planet Summit, sommet international sur le climat, annoncé par le Président de la République E. Macron a pris place le 12 décembre par la France en partenariat avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies (ONU) à la Seine musicale à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

L'objectif était de convoquer de nouveaux financements publics et privés pour l'adaptation et la transition énergétique, au détriment des énergies fossiles. Emmanuel Macron a annoncé qu'il souhaite qu'un One Planet Summit soit organisé chaque année sur les questions de financements climat.

QUELQUES CHIFFRES :

- ➡ une journée officielle avec 4 Tables rondes et une Conférence de Chefs d'Etats et de haut-représentants de la société civile
- ➡ 17 side event labellisés
- ➡ 4000 visiteurs
- ➡ une dizaine de chefs d'Etat
- ➡ environ 700 journalistes accrédités

Le site officiel du One Planet Summit est accessible à ce [lien](#).

LES ANNONCES

Le sommet a débouché sur un flot d'engagements de banques, d'entreprises, de collectivités locales, et de pays. Deux annonces notables se sont démarquées :

- ➡ **Un engagement d'Axa**, groupe français spécialisé dans l'assurance, dans le cadre du premier panel de discussion « Verdir la finance en faveur d'une économie durable » : 1- désinvestir 2,4 milliards d'euros supplémentaires du charbon, en retirant ses actifs des entreprises qui tirent plus de 30 % de leur chiffre d'affaires de ce combustible ultra-polluant. 2- abandonner ses soutiens au pétrole issus de sables bitumineux. 3- investir 20 milliards d'euros d'ici 2020 dans les investissements verts.
- ➡ **Un engagement de la Banque mondiale** : 1- cesser de financer le pétrole et le gaz après 2019 (se réserve la possibilité de continuer à financer des projets gaziers dans les pays les plus pauvres, à condition qu'ils soient compatibles avec l'Accord de Paris). En 2016, les financements de la Banque mondiale vers l'industrie pétrolière et gazière ont représenté environ 1,6 milliard de dollars, soit moins de 5 % de la totalité des financements accordés la même année. 2- calculer les émissions de gaz à effet de serre des projets qu'elle finance, à partir de 2018 et tous les ans ensuite.

Dans le secteur de l'eau, notons également une annonce :

- ➡ **Une déclaration pour le lancement de l'initiative de la plateforme d'incubation de l'Alliance Mondiale pour l'Eau et le Climat** « 100 projets pour l'eau et le climat en

Afrique » qui a pour objectif de faire naître et de financer 100 projets en Afrique sur les cinq prochaines années, dans les domaines de l'eau et du changement climatique, avec une dotation de 20 millions d'euros. Cette déclaration a été signée par deux banques de développement, 5 alliances représentant plus de 450 signataires issus de 94 pays et 47 entreprises qui considèrent que l'eau est l'une des premières victimes du changement climatique et s'engagent à catalyser l'émergence de nouveaux projets en Afrique, à soutenir ce processus d'incubation en fournissant des ressources humaines et/ou financières, et à contribuer en investissant et produisant différemment, afin d'anticiper ou d'atténuer les impacts du changement climatique en Afrique.

Dotée d'un million d'euros du Ministère de l'écologie français, s'appuyant sur l'Office international de l'eau et une priorité « Afrique », la phase pilote expérimentale de cette plateforme d'incubation avait déjà permis d'initier 6 projets, de les présenter aux bailleurs de fonds, 3 d'entre eux ayant déjà trouvé des financements. A présent, l'Italie a annoncé un don de 5 millions d'Euros à l'UNECE /OMM /OIEau sur plusieurs bassins en Afrique, tandis que la Banque Africaine de Développement (BAfD) réfléchit à une dotation de 2-3 millions d'euros. **L'Agence française de développement travaille également actuellement à une subvention de l'ordre de 300 000 euros**, pour préparer un projet d'appui aux organismes de bassins transfrontaliers africains.

➞ *Plus d'informations sur cette déclaration et la plateforme d'incubation [ici](#).*

Au-delà, beaucoup de mesures disjointes, bien loin des attentes très fortes des pays en développement sachant que les besoins financiers pour l'adaptation seront de 300 milliards de dollars par an en 2030.

Emmanuel Macron a notamment annoncé la **mobilisation de 1,5 milliard d'euros d'ici 2022 pour l'adaptation au changement climatique** – soit une augmentation de 300 millions par rapport à l'engagement déjà pris lors de la COP21. Cependant, cette annonce n'est pas à la hauteur pour les ONG qui attendaient de la France qu'elle double ses financements pour l'adaptation au changement climatique pour atteindre 2,4 milliards d'euros par an d'ici 2022. De même, en ce qui concerne l'engagement du président de la République d'appuyer une **taxe sur les transactions (TTF) financières au niveau européen** : la TTF en discussion au niveau européen, qui intégrait dans son périmètre les produits dérivés, aurait permis de lever 22 milliards d'euros par an. La taxe défendue par Emmanuel Macron, en excluant ces produits dérivés, ne permettrait de lever au mieux que 4 milliards d'euros.

Il existe un réel décalage entre la réalité du changement climatique et les conclusions de ce sommet qui ne prennent pas au sérieux les impacts croissants du changement climatique sur les populations les plus pauvres et ne répondent pas aux besoins financiers pour assurer l'adaptation aux changements climatiques.

Retrouvez l'ensemble des engagements pris lors du One Planet Summit : 12 mesures internationales pour la protection du climat [ici](#).

Le **bilan du PFE sur le One Planet Summit** est accessible [ici](#).

LA MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Au lendemain du sommet, les ONG restent critiques, tant du point de vue de l'organisation du sommet (faible concertation en amont, peu de représentants de la société civile conviés dans les panels) que du contenu même de la journée qui s'est davantage orientée vers des annonces recyclées, peu ambitieuses voire conduisant même à de fausses solutions pour lutter contre le

changement climatique.

Une importante mobilisation de la société civile s'est organisée en amont et autour du sommet :

- ➡ **#PasUnEuroDePlus pour les énergies fossiles ! #ODD 7** : en amont du One Planet Summit, 80 économistes venant de plus de 20 pays ont signé une [déclaration](#), appelant à l'arrêt des investissements financiers dans les énergies fossiles.
- ➡ Un **tribunal des peuples impactés pour juger la finance climaticide** le 10 décembre à Montreuil
- ➡ Un **happening** le 12 décembre de 8h à 9h : une mobilisation très suivie, avec **plus de 500 personnes présentes sur la place du Panthéon** pour réclamer la fin de tout soutien aux énergies fossiles et demander l'exemplarité de la France (voir les photos de la mobilisation [ici](#))

La **réaction des ONG** suite au sommet est accessible [ici](#)

Le **dossier de presse des ONG** pour le lancement du sommet est accessible [ici](#)

La **note de décryptage d'Oxfam France** sur les financements climat, avec un focus sur les chiffres français est accessible [ici](#)